



## **Notice explicative**

### **Contrat d'Engagement Républicain**

Le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, publié au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> janvier 2022, a mis en place le Contrat d'Engagement Républicain. A cet effet, je vous prie de bien vouloir trouver, en pièce jointe, une copie de ce décret et de son annexe.

Désormais, toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément auprès d'une collectivité territoriale ou des services de l'Etat, doit s'engager, lors du dépôt de sa demande, à respecter principes énoncés par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et qui figurent dans ce contrat.

Il s'agit d'une obligation résultant de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Consciente du rôle essentiel que jouent les structures associatives dans le dynamisme du territoire cannois, la Ville de Cannes ne peut que les soutenir dans le respect des principes de neutralité et de laïcité, garants de notre République.

Cet engagement républicain ne fera que confirmer la mobilisation et à la responsabilisation des acteurs de la vie associative cannoise.

Une fois signée, l'association doit en retourner une copie à la Mairie, en informer ses membres et veiller à son respect.

A défaut, un refus ou retrait de subvention peut être prononcé.

Comptant sur votre engagement dans le respect des valeurs qui fondent notre République, et participant à faire de notre ville un lieu de paix et de vivre ensemble.